

Countryside



European Landowners' Organization N° 180

MARS-AVRIL 2019 - BIMENSUEL - FR



12^{ème} Forum pour le Futur de l'Agriculture La prochaine génération

Ertharin COUSIN

12^{ème} Directrice exécutive
du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (2012-2017)



Tables des matières

- 3** Changements fondamentaux nécessaires pour un avenir durable

- 4** Soyons sérieux

- 5** 'Green Deal' européen

- 6** Changement climatique : en faisons-nous assez ?

- 7** Financement de la durabilité : qu'est-ce que la croissance au XXIème siècle ?

- 8** Véganisme mondial

- 9** Inspirer la prochaine génération

- 10** Une PAC pour la prochaine génération ?

- 12** La prochaine génération de consommateurs

- 13** Le projet "GROW Observatory" vainqueur unanime du Prix Sols

Wildlife Estates : présentation des meilleures pratiques dans la préservation de l'environnement privée

- 14** Quel est l'avenir de la protection des cultures dans l'UE ?

- 15** Événement pré-FFA sur les modèles économiques de gestion durable

- 16** FFA La prochaine génération

Agenda

Editorial

Thierry de l'ESCALLE, Secrétaire général

Prendre ses responsabilités.

Si le FFA2019 nous a appris quelque chose, c'est l'importance de prendre ses responsabilités. Pendant trop longtemps, les dirigeants politiques à Bruxelles n'ont pas pleinement pris en charge la dette qu'ils ont envers la future génération, que ce soit en termes de changement climatique, de perte de biodiversité ou de développement rural. Au lieu de cela, beaucoup ont préféré vivre et voter pour l'instant présent et laisser les dégâts causés pour 'demain' – entre les mains de la génération à venir.

En clair, cela doit changer et nous devons tous en assumer la responsabilité. Les gestionnaires terriens ont le devoir non seulement de produire des denrées alimentaires, des aliments pour animaux et d'autres produits qui remplissent nos supermarchés et nos maisons, mais également de préserver la biodiversité et d'émettre le moins de CO₂ possible. La chaîne alimentaire et l'industrie ont la responsabilité de les récompenser équitablement et de miser plus sur le développement durable dans leurs propres entreprises. Les consommateurs doivent eux aussi faire part de la solution en achetant de manière responsable, en ne gaspillant rien et en respectant le travail réalisé dans les campagnes. Nous avons tous un devoir envers la prochaine génération d'agriculteurs, de forestiers et de gestionnaires de terres.

Cependant, la transformation ne peut se faire aux seuls frais des gestionnaires terriens et des agriculteurs. Ils sont prêts à faire plus, si les bons outils sont en place. Au lieu de perdre notre temps à définir qui est exactement un agriculteur, nous devrions demander à chacun d'agir pour la biodiversité et le climat. Au lieu de créer des concepts administratifs byzantins, nous devrions encourager chacun à faire sa part.

Comme l'a montré le GIEC, il ne nous reste que 12 ans pour enrayer le réchauffement climatique avant que ses effets touchent en particulier la génération prochaine qui en sera responsable. Il est clair qu'un problème mondial de cette nature nécessitera un leadership politique et personnel extraordinaire. J'espère que le FFA de cette année a montré ce qu'il est déjà possible de faire et que vous allez poursuivre les idées et les débats énoncés dans ce numéro spécial du magazine, en prenant vos responsabilités.



Équipe FFA2019



Janez POTOČNIK

Changements fondamentaux nécessaires pour un avenir durable

Réflexions du Président du FFA

Le Président du FFA2019, Janez POTOČNIK, a ouvert la conférence en s'adressant au public avec ces mots forts : « *Nous ne sommes pas somnambules. Nous l'avons fait il y a 30 ans, lorsque la communauté scientifique a commencé à sonner l'alarme. Nous l'avons fait lorsque les premiers glaciers ont disparu et que le temps a commencé à changer.* »

Nous ne sommes pas somnambules. Nous choisissons d'ignorer le sort de demain au profit d'un présent confortable. Cela peut être agréable aujourd'hui – cela vous amènera peut-être même à être élu. Mais cela n'est pas digne de nous-mêmes, de notre politique, et certainement pas de la prochaine génération de citoyens, d'agriculteurs, de consommateurs du monde entier.

Nous ne sommes pas somnambules. Nous nous sommes engagés dans une expérimentation pour voir qui peut ignorer la réalité le plus longtemps. Malheureusement, le gagnant de ce concours sera

le plus grand perdant de tous et il nous emportera tous avec lui. »

Au cours de son intervention, il a souligné l'importance cruciale du changement climatique pour l'avenir du système alimentaire, ainsi que la nécessité de financer la transition vers des modèles de production et de consommation durables ; la PAC restant l'outil le mieux financé par l'UE afin de s'attaquer à ces questions, mais que sa réforme en cours ne rend pas justice à l'urgence du moment.

En raison de l'urgence des défis à relever, M. POTOČNIK a dédié le FFA2019 à la prochaine génération, qui « *a autant le droit de mener une vie durable, juste et heureuse* ». Pour atteindre ses objectifs, il a appelé les dirigeants politiques européens et du monde entier à assumer leurs responsabilités, ou à laisser la prochaine génération prendre le relais, et a identifié trois problèmes clés auxquels ils doivent faire face : l'accent politique mis sur des cycles électoraux à court terme qui n'offrent pas la possibilité de solutions durables à long terme, une dépendance économique au consumérisme et l'échec des décideurs politiques à assurer une transition juste et équitable vers des systèmes alimentaires durables.

Lors de son discours de clôture, le Président du FFA2019 a proposé trois solutions pour aider à résoudre certains des problèmes décrits ci-dessus. Première-

ment, a-t-il noté, l'UE et les autres pays devraient immédiatement envisager d'abaisser l'âge de voter pour s'assurer que la voix de la prochaine génération soit entendue maintenant. Deuxièmement, il a exhorté les dirigeants européens à signer « *un Pacte de Durabilité (ang. Sustainability Compact) qui devrait exiger des mesures pour lutter contre le changement climatique, pour notre système alimentaire et la mise en œuvre intégrale des Objectifs de Développement Durable* » ainsi que des objectifs juridiquement contraignants. Enfin, il a incité tous les membres du public et du monde entier à assumer leurs responsabilités de citoyens et de consommateurs et à élire des dirigeants dignes des ambitions énoncées au FFA2019.

Cependant, le Président est resté optimiste quant à l'avenir, affirmant que « *nos modèles montrent que si nous faisons vraiment un effort, si nous remodelons nos économies et nos politiques pour protéger le climat, utiliser nos ressources avec sagesse, nous comporter en consommateurs responsables et durablement, nous pouvons tous bien vivre.* »

Si nous agissons - comme nous l'avons promis, afin de réaliser les Objectifs de Développement Durable, si nous osons être courageux et audacieux, si nos politiciens ont du courage, nous pouvons offrir un meilleur avenir à la prochaine génération. Mais seulement si nous agissons vraiment, pas si nous ne faisons que prétendre.



Femi OKE, Ertharin COUSIN

ALLOCUTION INAUGURALE

«Soyons sérieux.»

Lors de la 12^{ème} édition du FFA, Ertharin COUSIN a prononcé le discours d'ouverture. Bien qu'elle soit surtout connue pour avoir été la 12^{ème} Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (2012-2017), elle a travaillé sur la sécurité alimentaire bien avant d'obtenir ce titre et continue de le faire aujourd'hui.

Elle a commencé en disant avec audace : «Soyons sérieux.» Elle a donné des statistiques effrayantes, soulignant l'importance de la sécurité alimentaire, avec 821 millions de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire dans le monde. Elle a noté que 500 millions d'agriculteurs fournissent 75-80% de la nourriture mondiale et que beaucoup d'entre eux sont eux-mêmes sans nourriture, dont 70% vivent dans des zones à climat difficile. Avec des agriculteurs ayant en moyenne 59 ans, même dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne (où l'âge civil moyen est de 25 ans), il est clair qu'il faut agir maintenant.

Mme COUSIN s'est réjouie que le public du FFA comprenne qu'il ne s'agit pas seulement de «communauté», mais plutôt d'action. En juillet 2018, le G20 s'est engagé à travailler ensemble sur les déchets et les antimicrobiens. Par ailleurs, en septembre 2018, l'Inde a augmenté le financement de la sécurité alimentaire. Des progrès sont réalisés, mais parfois à un rythme trop lent et inégal, les femmes et les jeunes étant souvent laissés pour compte. Elle a fait remarquer que lorsque les fonds du programme sont épuisés, les

activités prennent fin. Il doit y avoir des réalisations durables pour l'ensemble du système et des actions collectives fondées sur la confiance, avec des partenariats tout au long du processus.

Une proposition audacieuse qu'elle a suggérée était d'éliminer certaines subventions, alors que ces subventions sont destinées à ceux qui en ont le moins besoin. Mme COUSIN a également souligné que l'agriculture devait être rendue plus rentable et que les investissements forestiers ont en fait diminué en 2017, de près de 30% dans certains pays et même de 31% dans les pays africains. La demande pour les secteurs ruraux exige des capitaux bien supérieurs à ce que nous avons aujourd'hui et, surtout, il y a de l'argent à faire dans l'agriculture. Il y a actuellement 5 billions d'euros de fonds qui pourraient être utilisés. Elle a fait remarquer que l'investissement dans l'agriculture et l'alimentation est risqué. Ses derniers messages avant de répondre aux ques-

tions étaient que « nous pouvons aller à Bruxelles, Genève, New York, n'importe où, mais sans capitale, ce ne sont que des paroles » et que « le choix nous appartient, il est temps maintenant... d'arrêter de parler ».

Mme COUSIN a ensuite été interviewée par Femi OKE, journaliste, qui a répondu aux questions du public, via Twitter, le site web du FFA, et les personnes qui étaient présentes. Interrogée sur les moyens d'accélérer le changement systémique, Mme COUSIN a expliqué qu'après la crise alimentaire de 2008, tout le monde s'est concentré sur le rendement, mais le plus grand souci était que personne ne travaillait sur l'accès au marché et les déchets alimentaires. Chose choquante, 25% de la nourriture africaine est gaspillée, ce qui représente plus que toute l'aide alimentaire actuellement fournie au continent.

En ce qui concerne la question de savoir comment impliquer les jeunes, Mme COUSIN a suggéré que nous devions susciter l'intérêt financier d'un plus grand nombre de jeunes. Elle a suggéré que les jeunes générations hésitent à devenir agricultrices non pas parce que ce n'est pas «sexy» mais parce que ce n'est pas rentable. Un autre membre de l'auditoire a demandé à Mme COUSIN d'expliquer la façon d'obtenir plus d'investissements. Elle a mentionné un événement à Nairobi où 250 entrepreneurs ont passé deux journées entières à travailler à une conférence pour attirer des investissements. En fait, il y a une nouvelle application qui sert à apporter de la nourriture des agriculteurs de la région. Mme COUSIN a terminé par un dernier appel pour encourager le développement d'un plus grand nombre d'usines de transformation afin d'aider à lutter contre le gaspillage alimentaire.



Pour renforcer le rôle des jeunes, Mme COUSIN a participé à un atelier spécial avec des étudiants après son panel.



Michel BARNIER

DISCOURS SPÉCIAL

'Green Deal' européen

M. BARNIER, négociateur en chef européen pour le Royaume-Uni pour la sortie de l'UE, a débuté son message vidéo en présentant l'accord de retrait relatif au Brexit. Il a expliqué à l'auditoire du FFA comment l'accord était le résultat de plusieurs mois de travail qui ont abouti à un accord qui protège les droits des citoyens, respecte les budgets actuels, évite une « frontière dure » pour l'Irlande, protège le marché unique et protège 3000 indications géographiques. Et, ce qui est important, a-t-il fait valoir, c'est qu'une période de transition est prévue pour permettre la négociation finale des futures relations entre l'UE et le Royaume-Uni. Mais malgré cela, l'incapacité du Parlement britannique à trouver un accord sur ce plan signifie qu'un « non » à un accord serait plus probable. Cela aura de graves répercussions en termes de nouveaux tarifs, de nouveaux contrôles et de perturbations dans les échanges transmanche.

Alors que l'UE se prépare à cette éven-

tualité, le négociateur en chef a averti l'auditoire que le Brexit affectera inévitablement le secteur agricole, notamment en raison du déficit budgétaire de la PAC que le Commissaire HOGAN s'efforce à présent de combler.

Toutefois, malgré son intérêt pour le Brexit, M. BARNIER a déclaré qu'il ne voyait pas le Brexit comme la plus grande préoccupation. Le plus grand défi auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, a-t-il affirmé, est celui de l'environnement et du climat. Ces défis s'accompagnent d'une grande incertitude qui touche les agriculteurs en première ligne. Et pour cette raison, les agriculteurs doivent être nos premiers écologistes parce que l'agriculture dépend de la préservation de notre capital naturel. Comme la biodiversité et le changement climatique ne connaissent pas les frontières, nous devons agir au niveau européen.

Il a plaidé en faveur de la nécessité de construire une Europe verte et, ce faisant, a donné les quatre grandes priorités de cette vision. Premièrement, faire de l'UE la première économie neutre en carbone d'ici 2050. Deuxièmement, ouvrir la voie à une utilisation responsable des ressources naturelles. Troisième-

ment, rendre notre économie plus circulaire et enfin, lutter pour la biodiversité avant la conférence des Nations Unies sur la biodiversité à Pékin en 2020. Mais ses préoccupations, a-t-il dit, sont que nous devons veiller à ce que cette Europe verte ne se construise pas au détriment de l'agriculture et de l'industrie. Au contraire, elle devrait être source d'emplois et de cohésion sociale, et nous devons continuer à promouvoir une coopération mondiale efficace et nous assurer que nous disposons des bons outils pour nous protéger contre les pratiques commerciales déloyales.

M. BARNIER a terminé son message en avertissant le FFA que la dette écologique que nous transmettons à nos enfants est aussi grave que la dette budgétaire. Nous devons donc rester engagés, car l'avenir, c'est maintenant.

(Réd.) Pour en savoir plus sur l'engagement de M. BARNIER pour une Europe plus verte présenté lors du FFA, nous vous invitons à lire son article « It's time for a Green EU Deal » sur le site web du « Project Syndicate ».

SESSION 1

Changement climatique : en faisons-nous assez ?

Parmi les orateurs de cette session figuraient Miguel ARIAS CAÑETE, Commissaire chargé de l'action pour le climat et de l'énergie ; Lesley RANKIN, chercheuse à l'Institut de recherche sur les politiques publiques (IPPR) ; Philippe LAMBERTS, député européen belge et co-président du groupe Verts/ALE ; Daniel CALLEJA CRESPO, Directeur Général Environnement à la Commission européenne ; et Jean-Marc BOURNIGAL, Directeur général de l'association générale des producteurs de blé et autres céréales (AGPB) en France.

Le Commissaire ARIAS CAÑETE a ouvert la session en reconnaissant que, depuis 1990, l'Union européenne est parvenue à réduire de 23 % ses émissions de carbone, mais qu'il reste de nombreux défis à relever. En travaillant ensemble, nous pourrions exploiter le fort potentiel du secteur agricole pour améliorer l'impact sur le climat. M. ARIAS CAÑETE a souligné que nous devons travailler à l'élaboration de politiques nationales pour mettre en œuvre des stratégies à long terme ; les efforts des agriculteurs pour atténuer les changements climatiques et réduire les émissions de gaz à effet de serre sont nécessaires et doivent être récompensés.

Lors de l'échange, Lesley RANKIN, Phi-

lippe LAMBERTS, Daniel CALLEJA CRESPO et Jean-Marc BOURNIGAL ont examiné comment l'UE peut répondre à la menace imposée par le changement climatique. M. CALLEJA CRESPO se fait l'écho du message du Commissaire ARIAS CAÑETE, insistant sur le fait que nous devons utiliser la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) de l'UE comme un outil pour nous orienter dans la bonne direction où les agriculteurs sont récompensés par le système. Il a souligné que l'UE ne parviendra pas à réduire les impacts du changement climatique si elle ne met pas en œuvre des pratiques agricoles plus durables. Plus le secteur agricole s'adapte rapidement et plus la proposition de la Commission européenne sera ambitieuse, plus l'agriculture sera durable.

Le député européen LAMBERTS a remis en question notre sentiment d'urgence sur le changement climatique et l'aide aux agriculteurs. Bien qu'il croie que nous sommes en train de « *peaufiner les choses* », l'essentiel des questions n'a pas encore été abordé. Il a fait valoir que la PAC n'est qu'un facteur de l'équation, que nous devons repenser l'agriculture en termes de circuits plus courts, de fonds structurels, de marché intérieur et de neutralité des capitaux, tout en soulignant que nous devons protéger les petits agriculteurs, ceux qui sont durables, productifs et qui travaillent dur.

Lesley RANKIN a soutenu que pour améliorer nos systèmes, nous avons besoin d'assimiler trois changements : comprendre la gravité et le rythme de l'enjeu environnemental, l'implication dans les systèmes humains et la transition vers une société durable. Jean-Marc BOURNIGAL a appelé à la mise en œuvre et à l'in-

vestissement dans des systèmes d'innovation pour les agriculteurs, en renforçant l'agriculture de précision et en améliorant le biocontrôle pour réduire et réutiliser les pesticides. Il est important d'avoir des attentes claires quant aux exigences de l'agriculture en matière d'action climatique, car les agriculteurs sont confrontés à des contraintes à de nombreux niveaux, depuis les politiques locales, nationales et européennes, jusqu'aux attentes d'être plus durables, tout en répondant aux demandes de grandes populations.

L'eurodéputé LAMBERTS n'était pas d'accord avec M. BOURNIGAL et considérait son discours comme un argument en faveur du statu quo, comptant sur la technologie pour nous sauver, parce que des mots comme «compétitivité» et «innovation» signifient en fait qu'il y aura plus d'automatisation et de mécanisation conduisant à une demande accrue pour le pétrole utilisé. M. BOURNIGAL s'est montré réticent à suggérer des solutions qui incluent un véritable changement de paradigme, a estimé M. LAMBERTS.

La séance s'est terminée par un accord sur le fait qu'un soutien et une considération accrue pour les agriculteurs sont essentiels dans la lutte contre le changement climatique et l'agriculture, mais qu'il faut récompenser les agriculteurs qui rendent service à l'humanité. La variabilité et l'imprévisibilité des effets du changement climatique seront malheureusement aussi le fardeau de notre prochaine génération, mais le moins que nous puissions faire à l'heure actuelle est de faciliter la prochaine génération avant que nous ne lui laissions le poids de cette responsabilité.

6



Jean-Marc BOURNIGAL, Lesley RANKIN, Philippe LAMBERTS, Daniel CALLEJA CRESPO, Fiona HARVEY



Wiebe DRAIJER, Emmanuel de MERODE, Alexander EL ALAOUI, Jeremy OPPENHEIM, Femi OKE

SESSION 2

Financement de la durabilité : qu'est-ce que la croissance au XXIème siècle ?

Le groupe d'experts s'est concentré sur la façon dont la durabilité doit être atteignable pour les banques, les agriculteurs et les organismes de réglementation : avoir les bonnes incitations et des objectifs ambitieux comme la réduction de 50% des déchets alimentaires d'ici 2030 mais cela ne sera possible qu'avec le financement nécessaire.

Wiebe DRAIJER, président du conseil d'administration de Rabobank et orateur principal, a tout d'abord fait remarquer que même si les objectifs de l'accord de Paris sont respectés, nous sommes confrontés à une augmentation de 3.2°C des températures d'ici la fin du siècle. Il a expliqué que le secteur le plus touché par le changement climatique est l'agriculture. M. DRAIJER a raconté comment un agriculteur australien a perdu la moitié de son cheptel à cause de la sécheresse, puis a perdu les 50 pour cent restants à cause des inondations. Il a dit à l'auditoire qu'il est facile de dire « *je fais ma part* », mais que nous avons besoin de plus d'action et de changements. La PAC est un bon début et aidera à changer les systèmes, mais nous devons « *mettre les clés entre les mains des agriculteurs* ». Avec ces événements extrêmes du changement climatique, dit-il, nous devons rendre le système adaptable. Sa société a débloqué un fonds d'un milliard d'euros, comprenant d'importants investissements au Brésil et en Indonésie pour soutenir le développement durable. Rabobank

a également travaillé avec le WWF aux Pays-Bas pour offrir des rabais sur la biodiversité. On s'attend à ce que ces programmes et d'autres réduisent le gaspillage alimentaire de 50% au cours de la prochaine décennie.

Jeremy OPPENHEIM, partenaire fondateur de SYSTEMIQ représentant la 'Food and Land Use Coalition' (FOLU), Alexander EL ALAOUI, directeur des investissements durables 'Salm-Salm and Partner', et Emmanuel DE MERODE, directeur du Parc National des Virunga, l'ont rejoint pour une séance de questions/réponses. Ensemble, ils ont répondu aux questions d'un public international. M. EL ALAOUI nota avec inquiétude que certaines entreprises ont augmenté leur production de charbon au cours des dernières années et suggère de changer le système éducatif agricole. M. DRAIJER a discuté de la façon dont la durabilité doit être également atteignable pour les banques, les agriculteurs et les régulateurs.

M. OPPENHEIM a commenté à quel point la hausse de 3.2°C serait catastrophique. Il a expliqué que nous avons besoin de

1 000 milliards d'euros par an pendant 10 ans, avec une part importante de ces fonds allant à la reconstruction de l'habitat naturel et au personnel. Lorsqu'on lui a demandé d'où viendrait le financement, M. DRAIJER a expliqué qu'une partie du défi de l'investissement réside dans le fait que les agriculteurs ne voient souvent pas immédiatement les retombées. M. OPPENHEIM a proclamé « *nous avons besoin non seulement des «Gretas» du monde, mais aussi des générations futures, avec une technologie incroyable et un changement réel* ».

M. DE MERODE explique comment il est devenu à la mode de se moquer des subventions et à quel point elles peuvent être efficaces lorsqu'elles sont utilisées correctement, citant une région d'Italie qui cherche à utiliser du charbon, mais qui dispose de suffisamment de capitaux pour créer des énergies renouvelables dans la région. M. DRAIJER a souligné que « *si nous fournissons des incitations, alors ces [choses] seront faites.* » M. OPPENHEIM félicita M. DRAIJER et espéra que d'autres suivront l'exemple de Rabobank dans le fait d'aller encore plus loin. Il a également expliqué que le changement doit être conduit par les entrepreneurs et l'innovation, et non par des règles et des lois. M. EL ALAOUI s'est fait l'écho de ce sentiment en déclarant que les entreprises doivent promouvoir des perspectives d'avenir sinon elles ne survivront pas.

M. OPPENHEIM s'inquiéta des déchets alimentaires, notant que tant que le prix des aliments sera sous-évalué, les déchets alimentaires resteront élevés. M. DRAIJER espère que les discussions sur l'agriculture se poursuivront sur les réseaux sociaux tandis que M. DE MERODE et M. OPPENHEIM ont terminé en disant que ce sont finalement les institutions financières et les investissements qui fourniront le financement nécessaire pour tout rendre possible.



Pour souligner le rôle de la génération à venir, M. de MERODE a participé à un atelier spécial avec des étudiants après son panel.

DISCOURS DE L'APRÈS-MIDI

Véganisme mondial

Heather MILLS, végétalienne et fondatrice de VBites, a été présentée dans une vidéo qui montrait comment elle a perdu sa jambe dans un accident à l'âge de 24 ans. Cependant, grâce à son courage et à son optimisme, elle est devenue l'activiste, l'auteure, l'entrepreneure et la militante de charité qu'elle est aujourd'hui. Le rôle clé de Heather dans la vie est de résoudre les problèmes, dans tous les domaines et d'une manière simple. Elle a remporté 4 médailles d'or et détient le record du monde de la femme handicapée la plus rapide à ski ; et est convaincue que l'entreprise végétalienne sera l'avenir pour tous.

Mme MILLS a commencé son discours en expliquant son parcours. Elle vient d'une famille britannique qui n'avait pas beaucoup d'argent. Ils mangeaient de la viande une fois par semaine. Après l'accident où elle a perdu sa jambe, elle a passé 4 mois à l'hôpital avec une infection dont elle avait des difficultés à se remettre et qui aurait pu provoquer une nouvelle amputation au-dessus du genou. Prise en charge aux États-Unis pendant 2 semaines où elle a suivi un régime alimentaire 'Hippocrates Raw', son état s'est stabilisé. À partir de ce moment-là elle est devenue végétalienne et a commencé à s'informer sur la science de l'alimentation.

Son entreprise VBites dispose actuellement de plus de 130 produits à base de plantes. « Nous pouvons faire des choses à partir d'une multitude de plantes », expliqua-t-elle. « VBites fait plus que cela, nous aidons la communauté locale et aidons les petites start-ups à ne pas être reprises par les grandes entreprises, afin que les produits puissent être fabriqués localement », a-t-elle poursuivi. « Nous offrons aussi une aide gratuite à la recherche et au développement aux entreprises. »

« La solution la plus simple et la plus rapide pour résoudre un certain nombre de problèmes est que tout le monde devienne végétalien » ; elle a également insisté sur la nécessité de tracer la provenance de nos aliments. « Les produits doivent être fabriqués et produits localement », a-t-elle déclaré. « Il y a un grand déséquilibre, les supermarchés obtiennent tout pendant que les agriculteurs se font écraser.

Une réglementation appropriée est nécessaire pour déterminer les marges, le minimum nécessaire pour protéger les agriculteurs. »

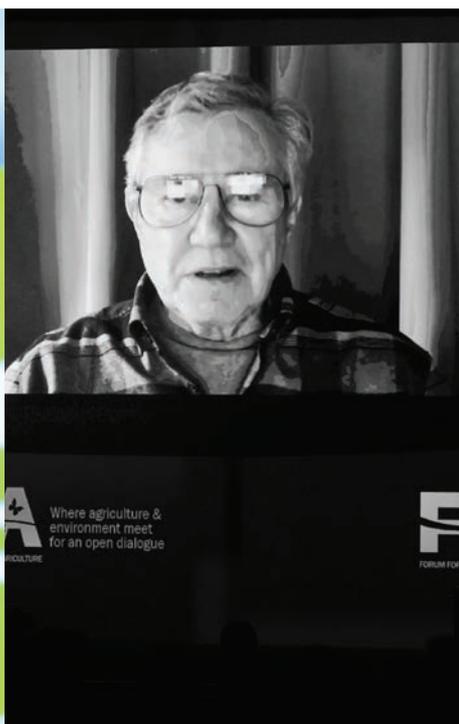
Mme MILLS a conclu son discours en mettant en avant qu'il y a dix ans, elle avait déjà souligné cette menace urgente du changement climatique et du véganisme comme solution. « Ne revenons pas ici dans 10 ans, avec le même discours et les mêmes solutions qu'il y a 10 ans. »

Un membre de l'auditoire a toutefois

fait valoir qu'il fallait faire preuve de prudence dans cette déclaration. « Le véganisme dépend toujours des cultures annuelles, il existe des moyens plus efficaces du point de vue de l'environnement pour lutter contre le changement climatique, et une meilleure compréhension est nécessaire », a-t-il déclaré. Elle a répondu que VBites a 130 produits avec des herbes et des plantes très différentes. « Ce que je veux dire, c'est que nous devons nous éloigner des produits laitiers. Et que les solutions sont là », a-t-elle dit.



Heather MILLS



Teleri FIELDEN, Bernie KRAUSE, Jenny DU

NOUVELLES PERSPECTIVES

Inspirer la prochaine génération

Le débat a porté sur trois nouvelles perspectives dans les domaines de l'environnement et de l'agriculture : Teleri FIELDEN, agricultrice et bergère de première génération à Snowdonia au Pays de Galles, Bernie KRAUSE, musicien américain, écologiste du paysage sonore et fondateur de 'Wild Sanctuary', et Jenny DU, co-fondatrice et vice-présidente des opérations pour 'Apeel Sciences'.

Teleri FIELDEN a ouvert la discussion en affirmant que « *les personnes qui essaient de changer le système doivent le comprendre. Nous devons comprendre les réalités auxquelles les agriculteurs sont confrontés tous les jours.* » Mme FIELDEN a raconté comment elle est devenue une jeune agricultrice et bergère. Le sujet de sa présentation était de comprendre et d'en apprendre davantage sur ce que la vie et le travail d'un agriculteur impliquent réellement. Les dirigeants et les représentants qui prennent des décisions et des politiques concernant l'agriculture devraient rendre visite aux agriculteurs et dialoguer avec eux afin de comprendre

leur point de vue avant de prendre la meilleure décision pour l'avenir car elle les affecte directement.

Après Mme FIELDEN, Bernie KRAUSE a partagé sa création d'expérience sonore d'un paysage californien. M. KRAUSE s'est concentré sur l'enregistrement et l'archivage de paysages sonores naturels du monde entier. Ses recherches démontrent l'impact de l'activité humaine sur le monde naturel. Les lumières se sont éteintes au fur et à mesure que le public écoutait. Ses exemples de paysages sonores ont démontré qu'un habitat sain comporte des bruits de mammifères, d'oiseaux et d'insectes dans des niches clairement définies qui s'appellent « biophonie ». Ce qui reste après la coupe à blanc est nettement moins biophonique, parfois un silence complet. Ses recherches ont montré que même si les arbres ont repoussé après avoir été abattus ou coupés, le paysage sonore a peint une image différente, celle où les animaux autrefois prospéraient n'était plus là. M. KRAUSE a expliqué que lorsqu'il est retourné sur certains sites, l'environnement avait tellement changé qu'il n'y avait plus de bruits de biophonie, ou sur une note encore plus triste, des animaux perdus sans leurs compagnons, cherchant et pleurant pour les retrouver. Son travail est sans aucun doute un outil précieux pour documenter comment les humains peuvent avoir un impact drastique sur un écosystème.

Jenny DU a présenté la motivation d'*Apeel Sciences*, une entreprise qui a mis au point un enrobage mince et comestible qui peut doubler la durée de conservation d'aliments comme les avocats, les asperges et les agrumes. Fabriqués à partir de plantes, leurs produits aident les agriculteurs et les détaillants à maintenir la qualité des produits et à réduire considérablement le gaspillage de nourriture, d'eau et d'énergie de la ferme à la cuisine. *Apeel* conserve les aliments plus longtemps en régulant la perte d'eau et en réduisant l'oxydation. Bien qu'il s'agisse au départ d'une entreprise américaine, elle étend ses services aux Pays-Bas et au Mexique dans l'espoir d'aider le système alimentaire mondial et tous ceux qui en dépendent en améliorant la qualité des aliments, en réduisant les déchets et en assurant un avenir prospère à la planète.

Ces trois conférenciers ont donné un excellent aperçu des divers aspects de la nature qui sont touchés exclusivement et collectivement par l'environnement et l'agriculture. Les perspectives sont des outils extrêmement puissants. Lorsque nous explorons d'autres perspectives, nous obtenons un meilleur aperçu de l'expérience des autres. En sortant d'une méthode fixe d'évaluation des problèmes, nous pouvons prendre des décisions efficaces et créer des changements utiles pour l'environnement et l'agriculture.



Faustin BAS-DEFOSSEZ, Rudolf MÖGELE, Valeriu Andrei STERIU, Galina PEYCHEVA-MITEVA, Fiona HARVEY

SESSION 4

Une PAC pour la prochaine génération ?

La principale question qui se posait au groupe d'experts était de savoir comment faire plus maintenant et plus vite. Tous se sont mis d'accord sur le fait que les réponses doivent être incluses dans la PAC après 2020.

Le Commissaire HOGAN a ouvert son discours en reconnaissant que le secteur agricole est désormais largement conscient que le changement climatique et l'environnement constituent des défis importants pour l'avenir. Reconnaisant l'ensemble des problèmes qui doivent être abordés au niveau des exploitations agricoles, notamment l'amélioration de l'efficacité carbone, la réduction des émissions agricoles et la lutte contre la pollution par les nitrates. Il a expliqué à l'auditoire que si les agriculteurs sont les plus touchés par ces défis, ils sont également essentiels pour leur solution. Le problème, a-t-il dit, c'est que nous devons faire plus maintenant et plus vite. La question étant de savoir comment.

Pour le Commissaire, la réponse à cette question se trouve en partie dans sa proposition pour la PAC 2020. Les agriculteurs, a-t-il affirmé, doivent cesser de

considérer l'élevage et la vente de produits de base sur les marchés comme la forme la plus honorable d'agriculture. Au lieu de cela, ils doivent également considérer de manière tout aussi légitime la production de biens publics à des fins d'incitations financières. Il a expliqué que la seule façon de passer à cette façon de penser est d'adopter une approche carotte (la PAC) et bâton (la réglementation).

Reconnaissant l'échec de la précédente réforme de l'écologisation, le Commissaire a expliqué à l'auditoire comment sa proposition pour une nouvelle « architecture verte » abordera nombre de ces questions environnementales en encourageant les agriculteurs à produire des biens publics. Il a expliqué le nouveau concept d'éco-régimes dans le premier pilier de la PAC, un régime annuel qui, bien qu'obligatoire pour les États membres, sera facultatif pour les agriculteurs. Cela, a-t-il expliqué, bénéficiera en outre de l'ajout des régimes volontaires pluriannuels traditionnels dans le second pilier.

Il a également mis en garde contre le fait que la durabilité ne concerne pas seulement l'environnement, mais aussi la durabilité économique et la vitalité rurale. Les agriculteurs, a-t-il fait valoir, sont les seuls à gérer la terre et peuvent donc être appelés à fournir ces biens publics que nous voulons. « *Comment un fonds séparé pour la nature, comme certains l'ont préconisé, aurait-il accès à la terre ?* »

Mais le Commissaire a profité de l'occasion pour avertir l'auditoire que, « *si nous ne mettons pas en œuvre cette PAC, nous n'aurons pas l'appui nécessaire pour la prochaine* » parce que les agriculteurs doivent montrer les résultats de la politique pour justifier les fonds aux contribuables, sinon ils seront réaffectés à d'autres objectifs.

Au sujet du vote récent sur ce projet de loi, le Commissaire s'est dit confiant que le texte de la proposition était « stable » et pourrait être utilisé pour informer les électeurs lors des prochaines élections.

Le discours a suscité des réactions mitigées de la part des panélistes. Rudolf MÖGELE, directeur général adjoint de la DG AGRI, a fait écho au point de vue de M. HOGAN sur la réponse positive du Parlement européen à cette proposition. Galina PEYCHEVA-MITEVA, agricultrice bulgare, s'est félicitée de ce discours parce qu'il valorise les agriculteurs qui se sentent diabolisés et pas reconnus pour leur contribution au maintien de la vie rurale, un point de vue qui a été repris par Valeriu Andrei STERIU, député au Parlement de Roumanie. Faustine BAS-DEFOSSEZ de l'IEEP ne s'est pas montrée si rapide dans ses louanges et a critiqué l'absence de clôture du budget des programmes écologiques dans le premier pilier et a exhorté le Commissaire à insister sur une conditionnalité plus stricte pour éviter la myriade de clauses d'exemption et de lacunes qui ont entaché l'actuelle PAC.

DEUTZ-FAHR. TECHNOLOGY DRIVEN PRODUCTIVITY.



Leading tractors and combine harvesters.

Innovative technology, attractive design, comfort and efficiency - DEUTZ-FAHR offers a complete range of tractors from 35 HP to 340 HP and combine harvesters from 250 HP to 395 HP. All high-horsepower tractors and all combines can be equipped with the most modern digital high precision farming systems. Easy operation, automatic functions and smart cloud based applications are helping to save money by not wasting chemicals and fertilizers and increasing the operating comfort for the driver. The combination of an excellent product range, coupled with advanced precision farming systems, enables DEUTZ-FAHR to provide a tailor-made technology solution to allow maximum productivity in the field and on the road. All in all DEUTZ-FAHR is the perfect partner for any farming business.

To discover more please contact a DEUTZ-FAHR dealer or visit deutz-fahr.com.



Mette LYKKE, Stefan GOETHAERT, Rob HAMER

SESSION 3

La prochaine génération de consommateurs

Avec le thème du FFA axé sur la prochaine génération, le panel suivant a souligné la façon dont nous devons sérieusement réduire notre gaspillage alimentaire, comprendre l'orientation des comportements des consommateurs et le rôle joué par les détaillants.

Représentant différents consommateurs à travers l'Europe et le monde, le panel comprenait Mette LYKKE, PDG de Too Good to Go, Steffan GOETHAERT, Directeur général du Groupe Colruyt et Rob HAMER, Vice-Président des Affaires Externes Agroalimentaires chez Unilever.

Un sujet récurrent pendant la journée était le gaspillage de nourriture. « *Plus d'un tiers de la nourriture dans ce monde est gaspillée, et nous pensons que c'est de la folie* ». Pour essayer de trouver une solution, Mme LYKKE a mis en place *Too Good to Go*, une application gratuite qui met en relation les consommateurs et les entreprises avec des aliments excédentaires qui sont ensuite vendus à prix réduit à la fin de la journée. En outre, pour Mme LYKKE, la manière dont nous étiquetons les aliments est un problème important, car les consommateurs l'utilisent comme une cause de gaspillage alimentaire inutile. Au Danemark, l'entreprise a participé à une campagne qui a conduit Unilever à

modifier l'étiquetage des dates. On s'attend à ce que cela mette en évidence pour le consommateur que les aliments étiquetés sont encore comestibles après cette date.

La lutte contre le gaspillage alimentaire figurait également à l'ordre du jour des autres intervenants. M. GOETHAERT souligna qu'il est tout aussi important d'éviter ou de limiter les déchets. Il a poursuivi en expliquant que les commerçants ont une responsabilité sociale envers la prochaine génération de consommateurs et le reste de la chaîne d'approvisionnement. Colruyt a mis ses agriculteurs au défi d'améliorer les situations qui peuvent souvent survenir sur des marchés volatils, « *nous intervenons souvent lorsqu'il y a des problèmes* ». L'entreprise a travaillé avec ses producteurs laitiers pour trouver des solutions, ce qui a abouti à un programme dans le cadre duquel les producteurs laitiers reçoivent un prix fixe pour une durée déterminée. L'objectif est de fournir un revenu constant à l'agriculteur et d'améliorer la relation entre le détaillant et l'agriculteur.

Se concentrant sur les déchets alimentaires, M. HAMER a soulevé le problème que nous n'utilisons pas actuellement 100% de notre récolte agricole. « *Nous devrions ajouter aux aliments la valeur qu'ils méritent* ». Il est honteux que les fruits et les légumes qui ont une mauvaise forme ou une mauvaise couleur ne soient même pas mis sur les étagères.

En résumé, le panel a convenu avec M. HAMER que la prochaine génération de consommateurs « *travaillera avec nous, plutôt que de simplement recevoir ce*

que nous produisons ». En Europe, nous voyons de plus en plus de ménages composés d'une seule personne, avec une demande croissante pour des aliments sains mais abordables. Ils ont une vision plus écologique de la façon dont ils font leurs achats et de la provenance des aliments. Il existe une demande pour des aliments naturels et produits de façon éthique, ce qui entraîne de plus grandes variations dans les régimes alimentaires et les choix de mode de vie. Partout en Europe, nous avons également vu des millions d'écoliers descendre dans la rue pour protester contre les actions climatiques. Pourtant, le lien entre les déchets alimentaires et le changement climatique doit être renforcé. En réduisant la première, elle peut conduire à une réduction de la seconde.

Telemak®

webcast
streaming
video services

Contact:

Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com

Le projet "GROW Observatory" vainqueur unanime du Prix Sols.



Le Prix de gestion des sols récompense les pratiques de gestion des sols qui atténuent des menaces telles que : la dégradation des sols, l'érosion, la réduction de la teneur en matière organique, la contamination diffuse et le compactage, la réduction de la biodiversité des sols, la salinisation, les inondations et les glissements de terrain. Ce faisant, le Prix met en lumière les réalisations exceptionnelles, encourageant de nouveaux concepts et leur mise en œuvre pour la protection des terres et des sols, ainsi que la sensibilisation à l'importance des fonctions des terres et des sols.



Endre DOBOS, Drew HEMMENT, Daniel CALLEJA CRESPO, Claudia OLAZABAL, Luca MONTANARELLA

Sous les auspices de la Commission européenne (DG Environnement et le Centre commun de recherche-JRC), en collaboration avec les universités BOKU et Ljubljana, ainsi qu'avec Syngenta, ELO a décerné le prix à 'GROW Observatory', un projet soumis par le Royaume-Uni, mais basé sur un projet de l'UE comprenant la coopération de 18 institutions en Autriche, Italie, Royaume-Uni, Espagne, Grèce, Belgique et Hongrie. Le jury,

sous la présidence du prof. Martin GERZABEK a classé ce projet comme premier en raison de son concept novateur d'approche citoyenne, mais aussi parce qu'il traite de l'humidité des sols comme l'un des facteurs de production les plus importants en agriculture. Les données, principalement les données d'humidité du sol, sont collectées par un grand nombre d'agriculteurs, ce qui en fait un projet très innovant de science citoyenne et un projet éducatif pour le secteur agricole. Il vise également à démontrer qu'un observatoire des citoyens peut assurer une adoption généralisée, une science solide, un impact sociétal et être durable.

De plus, le jury a décerné à la société John Deere une reconnaissance spéciale pour sa technologie de pointe dans le domaine des technologies des sols, dans le cadre du projet « Gestion des éléments nutritifs de précision par spectroscopie dans le proche infrarouge » en tant que technologie novatrice pour gérer le cycle des éléments nutritifs de manière plus durable et pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des engrais à base de fumier.

Pour plus d'informations sur le Prix Sols
veuillez consulter notre site web : www.elo.org

Wildlife Estates : présentation des meilleures pratiques dans la préservation de l'environnement privé.



Le Forum pour le futur de l'agriculture (FFA) et le label Wildlife Estates (WE) mettent en valeur les meilleures pratiques en agroécologie et pour la préservation de la biodiversité à titre privé.

Le label *Wildlife Estates* est le plus grand label de préservation de la biodiversité à titre privé d'Europe. Il représente un réseau de territoires exemplaires qui ont volontairement mis en place une gestion qui vise à améliorer la biodiversité sur leurs terres.

Le label WE met en lumière le rôle clef de la gestion durable de terres privées dans la préservation de la biodiversité. Au-delà de tout, cela démontre qu'un territoire géré, que ce soit pour l'agriculture, la gestion forestière, la chasse, la pêche ou encore l'écotourisme, peut être directement bénéfique pour la biodiversité si cela est fait de manière responsable.

Le projet inclut maintenant presque 330 propriétés pour une surface totale de plus de 1,6 millions d'hectares, parmi lesquels plus de 400 000 hectares sont désignés comme zones « Natura 2000 ». Le 9 avril dernier, un nouvel territoire a été récompensé d'un label WE pour sa gestion de la faune et de la flore et ses efforts de préservation de l'environnement : la propriété de « Nesselrode Forst » en Allemagne, appartenant à Nanett de NESSELRODE et Georg de NESSELRODE. Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO et Daniel CALLEJA CRESPO, Directeur général à L'Environnement à la



Konstantin KOSTOPOULOS, Nanett of NESSELRODE, Daniel CALLEJA CRESPO, Thierry de l'ESCAILLE

CE ont félicité les travaux y entrepris pour freiner la perte de biodiversité en Europe.

Le label est présent dans 19 pays et régions membres. Il promeut les bénéfices d'une gestion active des territoires privés à travers des intervenants clef et engage le secteur privé ainsi que le public dans une coopération mutuelle pour freiner la perte de biodiversité.

Pour en savoir plus sur le label Wildlife Estates, consultez le site : www.wildlife-estates.eu



Klaus KUNZ, Michael HAMELL, Janez POTOČNIK, Allan BUCKWELL, Per KUDSK

Quel est l'avenir de la protection des cultures dans l'UE ? Le débat des parties prenantes du Pre-FFA

La Fondation RISE a organisé un atelier pour lancer un débat avec les membres du panel et le public sur la nouvelle étude sur la protection des cultures que RISE a récemment lancée.



Janez POTOČNIK, Président de la Fondation RISE, a ouvert l'atelier en soulignant qu'une transformation urgente est nécessaire et que l'agriculture devrait faire partie de cette transformation. «*L'utilisation de pesticides dans notre système agricole actuel a, d'une part, considérablement réduit les pertes de rendement et amélioré la qualité des produits, mais, d'autre part, des préoccupations considérables ont été soulevées quant aux impacts négatifs sur l'environnement et la santé humaine. Alors, quel chemin devrions-nous prendre pour la protection des cultures ?*»

Le directeur du rapport RISE, le professeur émérite Allan BUCKWELL, a commencé par décrire le tableau actuel du mécontentement de toutes les parties prenantes concernées - le public, les agriculteurs, l'industrie, les écologistes et les régulateurs - vis-à-vis de notre système de protection des cultures. Il a expliqué le cadre réglementaire de l'UE tel que la Directive sur l'utilisation des pesticides compatible avec le développement durable des pesticides (ang. SUD), dont l'objectif global est de réduire les dommages causés par les pesticides, et qui peut nécessiter une réduction de leur utilisation. Il a souligné que la protection intégrée des cultures (ang. IPM) ne concerne pas seulement la lutte contre les organismes nuisibles et a montré que les ventes de pesticides dans l'UE n'ont pas diminué depuis l'entrée en vigueur du règlement.

Allan BUCKWELL a ensuite demandé au groupe d'experts et à l'auditoire ce qui empêche l'IPM de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires.

Le premier répondant au panel, le professeur adjoint Michael HAMELL de l'University College de Dublin, a souligné qu'il y a eu de très bons progrès en matière de lutte intégrée contre les organismes nuisibles des cultures dans la zone protégée et des progrès dynamiques dans les secteurs des vergers et du vin. Cependant, il n'y a pas eu beaucoup de développement dans la grande culture. Il a fait valoir que nous avons un système solide en place, mais avec quelques problèmes. Ces problèmes sont principalement dus à une mauvaise mise en œuvre du SUD.

Le Professeur Per KUDSK, chef de la Section de la santé des cultures de l'Université d'Aarhus au Danemark, considère la lutte intégrée contre les organismes nuisibles des cultures comme un outil important pour atteindre les objectifs de la directive SUD. «*La définition de l'IPM n'est cependant pas simple*», a-t-il déclaré. Il a défini la lutte intégrée contre les organismes nuisibles comme «*la combinaison de différentes techniques de suppression dans le but ultime de réduire la dépendance à l'égard des produits phytopharmaceutiques*». Il a fait valoir qu'un indicateur IPM devrait être développé, tel qu'un système de crédit ou une liste de

contrôle, que les agriculteurs pourraient utiliser comme outil d'auto-évaluation.

Le dernier interlocuteur était le Dr. Klaus KUNZ, chef de la durabilité et de la gestion commerciale chez Bayer Crop Science. Il a déclaré qu'il est de la responsabilité de tous de combler l'écart entre les besoins des agriculteurs et les attentes de la société. Klaus KUNZ a démontré que l'agriculture de précision et les biotechnologies sont des opportunités pour les applications phytosanitaires. «*De nouvelles données issues de l'agriculture numérique peuvent donner de nouvelles perspectives qui peuvent être utilisées pour accroître la confiance*», a-t-il conclu.

Janez POTOČNIK a clôturé la session du panel en invitant à examiner le problème actuel à travers la perspective de l'économie circulaire et à réfléchir à différents types de modèles économiques. «*Nous n'avons pas besoin de voitures, nous avons besoin de mobilité. Nous n'avons pas besoin de produits phytosanitaires, mais de plantes protégées.*» Un débat a suivi avec l'auditoire au cours duquel plusieurs participants ont reconnu que l'agriculture de précision et l'agriculture numérique pourraient faire partie de la solution, ainsi que l'importance des services consultatifs financés par l'État pour transmettre aux agriculteurs les connaissances en matière de lutte intégrée.



Juan Carlos SANTIAGO, Pierre-Olivier DREGÉ, Jurgen TACK, Emmanuel de MERODE, Hazel WONG

Événement pré-FFA sur les modèles économiques de gestion durable.

Emmanuel de MERODE, Directeur du Parc national des Virunga, site UNESCO situé en RDC, a expliqué sa vision du développement futur de ce dernier ; sous sa direction, le parc a lancé une initiative novatrice connue sous le nom de Virunga Alliance, qui vise à libérer le potentiel des ressources naturelles du parc et de ses environs au profit des communautés locales.

L'Alliance identifie trois principaux secteurs de développement : le tourisme, les énergies renouvelables et l'accès au crédit. Il a souligné que la protection de l'environnement doit aller de pair avec le développement du secteur agricole, expliquant qu'au Nord-Kivu 4 millions de petits agriculteurs vivaient dans une région densément peuplée, dépourvue d'infrastructures et en proie à des conflits périodiques, alors que tout à côté se trouve un terrain hautement fertile dédié à la conservation de la nature. Il a souligné que seule la participation de ces populations locales via des emplois directs ou indirects et la création de nouvelles opportunités et de nouveaux services tels que l'accès à l'hydroélectricité offre

la possibilité d'une protection durable, voire même une protection de base pour la nature. La chute radicale du nombre de civils tués, grièvement blessés ou enlevés dans le parc national des Virunga, dont il a fait part à l'auditoire, est la preuve que cette approche est la bonne.

Hazel WONG, Directrice de *The Nature Conservancy*, a conduit les participants d'Afrique aux États-Unis, en partageant ses connaissances sur les investissements publics dans les terres agricoles. Elle a expliqué l'importance et les éléments clés du 'Farm Bill 2018', loi agricole axée sur les programmes de conservation dédiés aux exploitations agricoles, aux ranchs et aux forêts. Elle a souligné que le TNC participait également à l'échelle mondiale, en raison de son expérience nationale de plus de 100 ans dans le domaine de la conservation, où un revenu et des moyens de subsistance décents sont toujours assurés.

Juan Carlos SANTIAGO; Directeur général de *Foresteria*, a partagé son expérience sur l'élaboration de projets liés à l'agriculture durable dans les zones arides, en particulier dans les pays de la péninsule arabique et du golfe Persique. Impliqué depuis plus d'une décennie dans diverses entreprises de cette région, il a expliqué la transition d'un modèle économique d'agriculture intensive vers un modèle plus durable fondé sur l'évolution des technologies agricoles.

Pierre-Olivier DREGÉ, Président d'ELO, s'est axé sur la conservation des terres privées dans l'UE. Il nous a rappelé que, si

les propriétaires fonciers privés utilisent les terres pour élaborer des modèles performants de « business », il existe une pression croissante pour intégrer la conservation de la nature dans ces modèles économiques. Cette participation aux efforts européens de conservation de la nature est évidente, mais les instruments proposés doivent associer une activité économique saine à la conservation de la nature à différents niveaux, en fonction des possibilités, des besoins et des intérêts des propriétaires terriens privés. Il a fait écho aux orateurs précédents en soulignant que c'est uniquement lorsque les personnes ont le choix de s'engager que leur implication dans la conservation de la nature est un succès.

Une discussion passionnante s'en est suivie animée par Jurgen TACK, Directeur scientifique d'ELO. Bien que la durabilité ait toujours été une combinaison de modèles écologiques, sociaux et économiques, les participants ont débattu de la possibilité d'ajouter d'autres facteurs de succès à un bon modèle d'entreprise durable. On s'est également interrogé sur la nécessité de repenser les systèmes économiques actuels en profondeur pour résoudre les problèmes mondiaux tels que la perte de la biodiversité et le changement climatique.

L'événement pré-FFA a été clôturé par Fabio TERRIBILE et Angelo BASILE présentant le *LandSupport*, projet Horizon 2020 et ses outils d'aide à la décision. Pour en savoir plus, veuillez-vous rendre sur le site : www.landsupport.eu

AGRILAND

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland / Avenue Pastoor 23 - 1300 Wavre / tél. +32 10 232 806 / fax +32 10 232 809 / e-mail: agriland@polynet.be

L'équipe éditoriale souhaite remercier tout particulièrement Lindsey CHUBB, Robert de GRAEFF, Branwen MILES, Daniel MONTELEONE, Evelyn de WACHTER et Annabelle WILLIAMS pour leur contribution à cette édition spéciale du magazine Countryside.

Agenda

6 mai, EESC, Bruxelles

Conférence finale du projet FEAL (Agriculture multifonctionnelle pour la durabilité des paysages agricoles européens)
<https://cs.feal-future.org/en>

13 - 17 mai, Union européenne

Semaine verte de l'UE
www.eugreenweek.eu



14 mai, Bucarest, Roumanie

FFA régional
www.forumforagriculture.com/ffa-regionals/

23- 24 mai, CoR, Bruxelles

Conférence sur « La biodiversité et les services écosystémiques : un programme commun à l'horizon 2020 et au-delà » - avec la participation active d'ELO
<https://cor.europa.eu>

23 - 26 mai, Union européenne

Elections pour le au Parlement européen
www.europarl.europa.eu/at-your-service/en/be-heard/elections

4 - 5 juin, Helsinki, Finlande

Assemblée générale d'ELO
www.elo.org

13 - 16 juin, Anjou, France

22ème Congrès des FCS: « Faire face aux défis d'un monde en mutation - une perspective française »
www.friendsofthecountryside.org

25 juin, Bruxelles

Conférence finale du projet CARE-T-Farm
www.care-t-farms.eu



La prochaine génération

Ce forum annuel a été créé par ELO et Syngenta; et a été rejoints par Cargill, WWF Europe, The Nature Conservancy et Thought for Food en tant que partenaires stratégiques, avec le soutien de Présidence roumaine du Conseil de l'UE. Le FFA rassemble un large éventail de parties prenantes pour inspirer une nouvelle réflexion pour l'agriculture européenne et mondiale, et pour répondre aux défis majeurs de la sécurité alimentaire et de la sécurité environnementale.

Le Forum a été créé en 2008 en réponse à la conviction que des nombreuses politiques européennes agricoles et environnementales étaient axées sur la résolution des problèmes d'hier tels que la surproduction. Le FFA traite au contraire des défis et des opportunités de marché de l'avenir.

Il s'agit notamment de nourrir une population mondiale croissante, de réclamer un régime alimentaire de meilleure qualité, de développer des sources d'énergie renouvelables et de faire face aux conditions climatiques en évolution. Avec des terres arables limitées disponibles au niveau mondial, il est nécessaire de maximiser la production sur les terres cultivées existantes, mais de le faire de manière durable.

Le FFA de cette année avait pour thème « La prochaine génération » et examinait les changements urgents nécessaires dans le système alimentaire pour que ceux-ci assurent une planète durable. Pendant la journée, le FFA2019 a exploré les conséquences du changement climatique, écologisé le secteur financier, les denrées alimentaires et les consommateurs, ainsi que la politique agricole commune. Des leaders mondiaux, des agriculteurs, des activistes, des politiciens et de nombreux autres ont rejoint le président Janez POTOČNIK sur scène pour discuter de ces questions et bien plus encore.

Les discussions à Bruxelles se poursuivront lors des événements régionaux FFA2019, qui se dérouleront en Roumanie le 14 mai et en Irlande en septembre.

L'équipe FFA

Pour des vidéos complètes de toutes les sessions, des interviews supplémentaires et plus, rendez-vous sur le site www.forumforagriculture.com



Countryside

is a publication of the ELO in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille
Chief editor :
Emmanuelle Mikosz
Text editor :
Robert de Graeff

Communication & proof readers:
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
Athena Lefebvre, Nina Dufrene
Sophy Smits van Oyen
Back office : Gabriela Pena ,
Alberto Hermosel

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org

Let's increase our food supply without reducing theirs

the good growth plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta